



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie
UID 65/32

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°65-2025-10-22-00004
portant levée de mise en demeure de la société DUPIRE
pour les installations de traitement de surface qu'elle exploite
sur le territoire de la commune de Lourdes**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1 L.511-1 et L.514 - 5 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 autorisant la SARL DUPIRE à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de Lourdes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2024-03-04-00003 du 4 mars 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société DUPIRE pour les installations de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lourdes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 septembre 2025, relatif à la visite d'inspection du 11 septembre 2025 de la société DUPIRE, proposant la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2024-03-04-00003 du 4 mars 2024 portant mise en demeure sont respectées ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRÊTE

Article 1 :

La mesure de mise en demeure notifiée à l'exploitant par arrêté préfectoral n°65-2024-03-04-00003 du 4 mars 2024 est levée.

L'arrêté préfectoral susmentionné est abrogé.

Article 2 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lourdes et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie de Lourdes pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par M. le Maire de la commune de Lourdes et sera envoyé à la préfecture : DCPAT – Bureau environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régionale de la DREAL Occitanie,
- M. le maire de la commune de Lourdes,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera adressée :

pour notification à la société DUPIRE.

pour information à :

- Mme la procureure de la république près le tribunal judiciaire de Tarbes,
- Mme la sous-préfète d'Argelès-Gazost,
- M. le directeur départemental de la police nationale des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le **22 OCT. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Émeline BARRIÈRE

Délai et voies de recours

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles **L. 211-1** et **L. 511-1** dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.